La cause profonde de la mobilisation populaire de masse réside dans les énormes problèmes que la restauration du capitalisme a causés au peuple.

Entretien sur l'évolution de la situation au Kazakhstan avec E. Vagenas, membre du Comité Central du Parti communiste de Grèce (KKE) et responsable du secteur des relations internationales du Comité Central du KKE.



Les récentes mobilisations de masse au Kazakhstan ont donné lieu à de violents affrontements et à l'intervention des forces militaires pour les réprimer. Le président du pays, M. Tokaïev, a parlé d'une intervention étrangère, de 20 000 hommes armés étrangers, puis s'en est suivi l'intervention militaire des pays de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). La question se pose de savoir si ces mobilisations étaient enracinées dans des processus internes ou s'il s'agissait réellement d'une intervention étrangère, comme dans le cas de l'Ukraine il y a quelques années.

Réponse : La cause profonde de cette mobilisation populaire de masse qui a eu lieu au Kazakhstan réside dans les énormes problèmes sociaux et économiques que la restauration du capitalisme a causés à la population de ce pays.

Des millions de personnes vivent avec des salaires ou des pensions de famine, des millions sont au chômage, d'autres sont obligés de faire la navette avec les régions intérieures du pays ou avec la Russie pour gagner leur vie. Des millions de jeunes, dans une société où l'âge moyen est très bas, sont désespérés quant à leur avenir qui semble obscur.

Dans le même temps, il est évident que les capitalistes vivent dans le luxe, que la richesse énergétique est pillée par les capitalistes locaux ainsi que par les monopoles étrangers, telle que la société américaine Chevron. Dans l'ensemble, les monopoles américains, britanniques et européens contrôlent 75 % du secteur minier de l'industrie, qui est le plus important dans ce pays. La richesse énergétique est également redirigée vers l'UE, la Russie et la Chine, qui sont les principaux importateurs de la richesse énergétique du pays.

Les énormes différenciations sociales ont conduit à d’âpres luttes syndicales. Comment les autorités ont-elles réagi ? Il y a 10 ans, dans la ville de Janaozen, les forces de sécurité du régime ont assassiné des dizaines de travailleurs en grève puis la répression s'est intensifiée, avec notamment l'interdiction du Parti communiste du Kazakhstan. Aujourd'hui encore, les

autorités refusent de légaliser le Mouvement socialiste du Kazakhstan. Elles ont également interdit plus de 600 syndicats en adoptant de nouvelles lois syndicales afin d'avoir un contrôle total sur le mouvement syndical. En outre, un effort a été entrepris pour soutenir les forces nationalistes, y compris par la réhabilitation des collaborateurs nazis locaux, c'est-à-dire la légion SS dite "du Turkestan", qui a sévi pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les politiques économiques et sociales antipopulaires sont à l'origine des mobilisations populaires d'aujourd'hui, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase étant la hausse des prix du gaz liquéfié. Toutefois, ce constat ne remet pas en cause le fait qu'un conflit intra-impérialiste suit son cours dans la région et que les différentes parties impliquées chercheront à exploiter les événements à leur avantage.

Arrêtons-nous un instant sur les mobilisations populaires. Elles n'ont pas pris la même forme partout. Dans certaines régions, des manifestations et des grèves de masse ont eu lieu, dans d'autres des affrontements de rue, dans d'autres encore des incidents de pillages et de vandalisme. Comment l'expliquer et en définitive quelles sont les revendications de ces mobilisations populaires ?

Réponse : Au cours des deux dernières années, d'importantes grèves ont eu lieu dans la région du Kazakhstan occidental et central. L'initiative avait été prise par des syndicats de travailleurs informels, des comités de grève et des comités d'usine car, comme je l'ai mentionné plus haut, les autorités ont pris soin avec la loi sur les syndicats d'interdire l'activité et le fonctionnement des syndicats qui n'étaient pas directement contrôlés par l'État et les employeurs. C'est pourquoi, en particulier dans la région du Kazakhstan occidental, une expérience précieuse a été acquise dans l'organisation de la lutte. Dans cette région, dans la ville de Janaozen, de nouvelles mobilisations ont éclaté au début de l'année, entraînant le blocage des rues. Par la suite, les assemblées ouvrières de masse se sont imposées et ont donné lieu à des grèves et des rassemblements. Dans ces régions, les travailleurs ont pris en charge eux-mêmes la surveillance de la zone, avec le soutien massif de leurs familles. La police et l'armée ont d'abord refusé de réprimer les mobilisations des travailleurs tandis que les autorités locales ont démissionné dans de nombreux cas. C'était une manifestation de la supériorité de la lutte organisée des travailleurs, qui, par le biais des assemblées, a débouché sur des revendications économiques, qui ont ensuite été renforcées par des revendications politiques qui ont été mises en évidence partout : des revendications ont ainsi été présentées pour l'augmentation des salaires, l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, la réduction des prix de l'énergie, la démission de Nazarbaïev et de Tokaïev, la formation sans entrave de syndicats et de partis politiques. Dans les villes du Kazakhstan occidental, des conseils et des comités de coordination ont été formés par les grévistes, qui ont joué un rôle essentiel dans l'orientation des mobilisations. Dans ces régions, le retrait des forces de sécurité s'est déroulé de manière organisée dans la soirée du 8 janvier.

Dans d'autres cas, où le mouvement n'était pas aussi bien organisé, nous avons assisté à de violents combats de rue armés, comme ce fut le cas dans l'ancienne capitale, Almaty. Nous devons prendre en compte ce qui suit : Aujourd'hui, 30 ans après le renversement du socialisme, à la périphérie de grands centres comme cette ville, on voit apparaître des quartiers entiers de bidonvilles, semblables aux favelas d'Amérique latine. Des milliers de personnes, des villages entiers y ont migré pour trouver du travail. Ces personnes démunies, qui sont descendues dans la rue exaspérées par la hausse des prix et leur faible niveau de vie, se sont

facilement armées après que les premières « vagues » de policiers et de militaires aient abandonné leurs armes à la suite des premiers affrontements. Ils ont occupé les locaux de la police et de l'armée, et même les magasins d'armes, et se sont armés. Divers groupes de provocateurs sont également passés à l'action et se sont livrés à des pillages et des actes de vandalisme sur des bâtiments, etc. Ils ont été exploités par le régime qui a déployé de grandes unités militaires pour réprimer les mobilisations des travailleurs et du peuple.

-Le fait que les corps de deux policiers et de deux militaires aient été retrouvés décapités est considéré par le régime comme la preuve d'une intervention étrangère. N'est-ce pas le cas ?

Réponse : Quelques dizaines de Kazakhs avaient rejoint les rangs de l'"État islamique", qui opérait en Irak et en Syrie dans le contexte de plans impérialistes. Personne n'exclut leur retour au Kazakhstan après l'intervention militaire russe en Syrie et la défaite de l'"État islamique" sur place. Personne ne peut exclure l'action de l'un ou l'autre de ces groupes qui ont des origines et des plans variés et qui pourraient être utilisés dans divers cas. De même, des fuites ont révélé que les agences de renseignement locales ont préparé et entraîné certains groupes provocateurs. Toutefois, ce ne sont pas ces forces qui ont initié cette mobilisation populaire qui s'est transformée en un soulèvement de masse, mais la qualification de "terroristes", de "radicaux" ou d'"extrémistes" attribuée par les autorités kazakhes à tous ceux qui sont descendus dans la rue contre la politique qui les condamne à l'appauvrissement a servi de prétexte à la répression.

Vous avez évoqué l'utilisation de ces incidents. Dans le passé, nous avons assisté à des révolutions dites de couleur, comme en Ukraine ou lors du "printemps arabe". Y a-t-il des similitudes et par qui ces événements peuvent-ils être utilisés ?

Réponse : Tout d'abord, tant dans le cas de la "révolution de couleur" en Ukraine ou en Biélorussie que dans celui du soi-disant « printemps arabe », nous avions de nombreux éléments qui témoignaient d'une intervention étrangère, d'un financement, d'une formation, d'une préparation de forces politiques qui allaient jouer un rôle, en profitant de l'aggravation des problèmes sociaux et politiques existants. Cela n'est pas évident dans le cas du Kazakhstan et il est clair que tous les principaux "acteurs" étrangers (États-Unis, Chine, Russie, UE) se sont, à un degré ou à un autre, rangés du côté du président actuel, le seul point de désaccord étant l'intervention des forces militaires de l'OTSC. La situation et le déroulement des événements n'ont rien à voir avec l'Ukraine, où la bourgeoisie était divisée entre les États-Unis, l'Union européenne ou la Russie, et où nous avions clairement vu des diplomates étrangers diriger les manifestants pro-occidentaux, voire même utiliser ouvertement des forces fascistes pour servir leur plan.

De toute évidence, dans le cas du Kazakhstan également, il est clair que les événements ont conduit à un réalignement intra-bourgeois. Le président Tokaïev et les hommes d'affaires qui l'entourent ont dans une certaine mesure mis sur la touche l'ancien président du pays, N. Nazarbaïev, qui a été nommé président à vie du Conseil de sécurité. Des arrestations de certains cadres de son entourage ont eu lieu, comme celle de Karim Massimov, ancien Premier ministre et Chef du Comité de Sécurité nationale du pays. Il apparaît que la "vieille garde" est contrainte à une guerre pour la redistribution du gâteau du pouvoir économique et politique entre les différents secteurs de la bourgeoisie du Kazakhstan.

Il existe également des forces politiques, nationalistes, islamistes et autres, liées aux centres impérialistes de l'Occident, qui chercheront à manipuler les forces populaires qui ont participé aux manifestations mais qui ont encore des repères politiques peu élevés. Ces forces existent et nous ne devons pas les ignorer. Cela ne réduit pas mais souligne la nécessité pour le mouvement populaire organisé d'être capable de préserver ses mobilisations, comme dans les zones ouvrières du Kazakhstan occidental.

Comment les plans impérialistes sont-ils impliqués dans la région ?

Réponse : Suite au retrait militaire américain d'Afghanistan, nous avions évalué que la déstabilisation de l'Asie centrale était possible. Le Kazakhstan, neuvième plus grand pays du monde par sa superficie, représente 60% du PIB de l'Asie centrale, avant tout grâce à l'industrie du pétrole et du gaz. Il est aussi le plus grand producteur d'uranium et de nombreux autres métaux précieux. Il partage ses frontières avec la Chine et la Russie. La mer Caspienne baigne ses côtes. C'est un « maillon » important pour les plans impérialistes de l'une ou l'autre puissance impérialiste. La bourgeoisie du pays l'a bien compris. Ainsi, nous constatons que si le Kazakhstan est membre, avec la Russie, de la Communauté des États indépendants, de l'Organisation du traité de sécurité collective, de l'Union économique eurasiatique et de l'Organisation de coopération de Shanghai (avec la Chine), il a en même temps adhéré au Partenariat pour la paix de l'OTAN et, avec la Turquie de l'OTAN, il a été à l'avant-garde de l'Organisation des États turciques, récemment rebaptisée. Après avoir loué pendant 49 ans le cosmodrome de Baïkonour à la Russie, il permet aujourd'hui aux États-Unis d'avoir des laboratoires de guerre biologique sur son territoire. Et alors qu'il approvisionne l'UE, via la Russie, ainsi que la Chine en gaz naturel et en pétrole, le secteur minier de son économie est dans le même temps en grande partie aux mains des monopoles énergétiques occidentaux, et la bourgeoisie kazakhe participe activement aux projets des monopoles chinois autour de la "route de la soie". Comme vous le comprenez, il y a donc une grande lutte de pouvoir sur le cours de ce pays, qui est cinq fois plus grand que la France.

Comment évaluez-vous l'implication de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) ?

Réponse : La participation des forces de l'OTSC, qui comprend la Russie et le Kazakhstan, ainsi que l'Arménie, la Biélorussie, le Kirghizstan et le Tadjikistan, soit 3 500 hommes, à la surveillance de Baïkonour et d'autres infrastructures militaires du pays se fonde sur l'argument selon lequel le pays fait l'objet d'une "attaque étrangère". L'objectif est censé être la restauration de "l'ordre constitutionnel". Cet engagement est intervenu à un moment où l'appareil d'État de la bourgeoisie kazakhe était confronté à de graves problèmes de fonctionnement dans sa nature répressive. Que nous montre cet événement ? Que les nouvelles alliances transnationales régionales qui se créent, comme les plus anciennes, telles que l'OTAN et l'UE, ont une nature de classe. Celle-ci ne disparaît pas, elle est toujours présente et découle de la nature de classe des États qui la composent. Ainsi, la tâche prioritaire de ces unions est de maintenir le pouvoir des bourgeoisies des pays qui ont en conclu l'accord. Elles ont donc aussi pour tâche de sauvegarder les intérêts et la rentabilité des classes bourgeoises, que ces unions servent. Les points de vue des forces politiques, y compris de

certains PC, qui parlent d'un nouveau "monde multipolaire" en raison de l'émergence de nouvelles unions transnationales sont déplacés.

Bien sûr, ces unions telles que l'OTAN, l'UE et l'OTSC sont caractérisées par les relations d'interdépendance inégale des pays qui les composent. Ainsi, le rôle principal de la Russie dans l'OTSC est évident. La présence des forces militaires de l'OTSC au Kazakhstan a servi de "chiffon rouge" pour les États-Unis et l'UE. Ces forces chercheront à tirer parti de la situation, pour accroître leurs arguments de propagande anti-russe, considérant que l'émergence des forces de l'OTSC au Kazakhstan modifie le "statu quo" dans la région. De son côté, la Russie capitaliste cherchera à utiliser ces faits pour renforcer l'unification capitaliste dans les territoires de l'ex-URSS.

Quelle est la situation du mouvement communiste au Kazakhstan ?

Réponse : Le mouvement communiste au Kazakhstan a subi un coup dur. Il y a 30 ans, nous avons assisté à la trahison de sa direction et à la tentative de transformer le PC du Kazakhstan en un parti "de gauche", initialement sous le nom de Parti socialiste du Kazakhstan. Les communistes n'ont pas accepté cette évolution, ont fondé le Parti communiste du Kazakhstan et lutté pour sa légalisation. Ce parti a rejoint l'Union des partis communistes - Parti communiste de l'Union soviétique avec le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) sous la présidence de Guennadi Ziouganov. En 2011, les autorités ont commencé à mettre de nombreux obstacles juridiques concernant son action et en 2015, l'ont finalement interdit avec l'argument qu'"il ne remplissait pas les obligations légales". Depuis lors, les cadres du PC du Kazakhstan ont cessé toute action politique. Le régime, en collaboration avec certains membres du PC du Kazakhstan, a fondé le soi-disant "Parti communiste populaire du Kazakhstan", qui était entièrement contrôlé et développait des relations avec certains autres PC, comme le PC de Chine. En 2020, ce parti a été rebaptisé "Parti populaire du Kazakhstan".

Le Mouvement socialiste du Kazakhstan, également confronté à des troubles, a été fondé au début de l'année 2011 et a été rejoint par des communistes ayant quitté le PC du Kazakhstan. Plusieurs de ses cadres ont été persécutés, licenciés et soumis à des pressions, tandis qu'un des coprésidents de l'organisation, le mineur Tahir Mukhamedzhanov, a perdu la vie dans des circonstances mystérieuses sur lesquelles la police a refusé d'enquêter. Les sites Internet du MS du Kazakhstan sont bloqués et les autorités ont nié à plusieurs reprises la légalité de son fonctionnement. Les persécutions contre le MS du Kazakhstan ont coïncidé avec l'attaque meurtrière et la détention massive de grévistes lors de la grève de 8 mois des ouvriers de l'industrie pétrolière de Janaozen en décembre 2011. Le MS du Kazakhstan ne cache pas qu'en raison de la persécution, une partie de ses membres a quitté l'organisation, tandis qu'un de ses cadres a été utilisé par le régime pour restreindre les syndicats contrôlés. Aujourd'hui, il maintient des forces dans diverses régions du pays, qui agissent dans des conditions difficiles, et il se caractérise par un effort persistant pour s'enraciner dans le mouvement syndical en expansion. Le MS du Kazakhstan participe aux réunions internationales des partis communistes et ouvriers et contribue à l'effort de la "Revue communiste internationale".

La question de savoir s'il peut y avoir d'importantes luttes ouvrières et populaires sans un mouvement communiste fort est raisonnable. L'expérience a montré que de grandes luttes,

dures et sanglantes, peuvent éclater même sans l'existence d'un PC dans un pays. Ainsi, des luttes et même des luttes dures ont eu lieu avant même l'émergence du KKE dans notre pays et aujourd'hui, dans de nombreux pays où les PC sont faibles ou inexistants, des luttes ont lieu. La question n'est pas de savoir s'il peut y avoir de grandes luttes, mais dans quelle direction vont-elles et si elles peuvent affronter de manière décisive la barbarie capitaliste et conduire à son renversement. Sans l'existence d'un PC fort, avec une stratégie révolutionnaire et une ligne de mobilisation et de lutte contre le pouvoir des monopoles et le système d'exploitation, même les plus grandes luttes populaires ne pourront pas conduire à la libération des travailleurs de l'exploitation capitaliste.

Quelle était et quelle devrait être la position du PC face à des mobilisations populaires similaires à celle du Kazakhstan ?

Réponse : Nous devons souligner que le KKE et plus de dix partis ont jusqu'à présent pris position sur la question, tels que le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR), le Parti socialiste de Lettonie, le Parti des travailleurs d'Autriche, le PC du Mexique, le PC de Suède, le PC des travailleurs d'Espagne et le PC de Belgique, en suivant les évènements, et ont dès le début exprimé leur solidarité avec le peuple du Kazakhstan, qui s'est élevé contre les problèmes sociaux causés par le capitalisme 30 ans après le renversement du socialisme. Malheureusement, de nombreux partis n'ont pas eu une image claire de ce qui se passe réellement et n'ont donc pas immédiatement pris position. En outre, certains partis, comme le PC français, se concentrent sur les "politiques néolibérales" et l'autoritarisme du régime, exonérant ainsi une fois de plus le capitalisme, tandis que d'autres, qui examinent les nouvelles unions transnationales qui se créent dans les territoires de l'ex-URSS à l'initiative de la Russie sans base de classe, comme le KPRF, justifient l'intervention militaire de l'OTSC. Cette situation, tout d'abord, indique la crise idéologico-politique qui traverse les rangs du mouvement communiste international et la nécessité de surmonter d'importantes questions idéologico-politiques telles que le caractère des unions transnationales, les nœuds de contradictions qui se développent parmi les classes bourgeoises, et le caractère des nouvelles puissances capitalistes que sont la Russie et la Chine.

Dans tous les cas, les communistes doivent soutenir les luttes ouvrières partout où elles éclatent et contribuer à ce que les idées du marxisme-léninisme et la perspective révolutionnaire se greffent sur le développement du mouvement de masse, populaire et ouvrier organisé.